



Conseil économique et social

Distr. limitée
11 avril 2012
Français
Original : anglais

Pour suite à donner

Fonds des Nations Unies pour l'enfance

Conseil d'administration

Session annuelle de 2012

5-8 juin 2012

Point 5 a) de l'ordre du jour provisoire*

Projet de descriptif de programme de pays**

Belize

Résumé

Le projet de descriptif de programme de pays pour le Belize est présenté au Conseil d'administration pour examen et observations. Le Conseil est invité à approuver le budget indicatif global pour la période 2013-2016, d'un montant de 3 000 000 de dollars à financer au moyen de ressources ordinaires, dans la limite des fonds disponibles, et d'un montant de 3 500 000 dollars à prélever sur d'autres ressources, sous réserve du versement de contributions à des fins spéciales.

* E/ICEF/2012/9.

** Conformément à la décision 2006/19 du Conseil d'administration, le présent document sera révisé et affiché sur le site Web de l'UNICEF, en même temps que le tableau récapitulatif des résultats, au plus tard six semaines après son examen et son adoption lors de la première session ordinaire de 2012 du Conseil d'administration.



Données de base†

(2010, sauf indication contraire)

Nombre d'enfants (moins de 18 ans, en millions)	0,1
TMM5 (pour 1 000 naissances vivantes)	17
Insuffisance pondérale (% , modérée ou grave, 2006)	4 ^a
(% , milieu urbain/rural, les plus pauvres/les plus riches)	2,6, ./..
Taux de mortalité maternelle (pour 100 000 naissances vivantes, 2008)	94 ^b
Taux d'inscription et de fréquentation scolaire dans l'enseignement primaire (% net, garçons/filles, 2006)	95/95
Élèves du primaire atteignant la dernière année de scolarité (% , garçons/filles, 2006)	98 ^c
Utilisation de sources d'eau potable de meilleure qualité (%)	98
Utilisation de services d'assainissement de meilleure qualité (%)	90
Taux de prévalence du VIH chez les adultes (% , 15 à 49 ans, hommes/femmes, 2009)	2,3
Enfants qui travaillent (% , 5 à 14 ans, garçons/fille, 2001)	40
Enregistrement des naissances (% , moins de 5 ans, 2006)	94
(% , milieu urbain/rural, les plus pauvres/les plus riches)	94/95, 92/97, 93/98
RNB par habitant (dollars des États-Unis)	3 740
Enfants de 1 an ayant reçu les trois doses de vaccins associés DTC3 (%)	96
Enfants de 1 an vaccinés contre la rougeole (%)	98

† Des données nationales plus détaillées sur les enfants et les femmes sont disponibles sur le site www.childinfo.org/.

^a Les estimations relatives à l'insuffisance pondérale se fondent sur les normes de croissance de l'enfant de l'Organisation mondiale de la Santé adoptées en 2006.

^b L'estimation de 57 décès pour 100 000 naissances vivantes est tirée de la publication Belize Basic Indicators, vol. 6, du Ministère de la santé. L'estimation de 94 décès pour 100 000 naissances vivantes a été développée par le groupe interinstitutions sur l'estimation de la mortalité maternelle (OMS, UNICEF, FNUAP et Banque mondiale, en collaboration avec des experts indépendants), ajustée pour tenir compte de la sous-déclaration de la mortalité maternelle et des erreurs de classification y relatifs. Des informations additionnelles sont disponibles sur le site www.childinfo.org/maternal_mortality.html.

^c Données d'enquête.

Résumé de la situation des enfants et des femmes

1. La croissance à long terme du Belize a été bonne par rapport à celle de ses voisins de l'Amérique centrale. Il accuse une forte croissance (4 % en moyenne, mais avec de fortes fluctuations) depuis 1960, année où il était le deuxième pays le plus pauvre de la région. Vers 2006, il était monté à la catégorie supérieure avec un produit intérieur brut par habitant proche de celui du Costa Rica et du Panama. Le Belize a assez bien surmonté la crise financière récente par rapport aux pays de la Communauté des Caraïbes. Toutefois, le Gouvernement fera face au problème économique important consistant à mettre fin aux fluctuations des taux de

croissance. Il maintient son engagement en faveur de l'investissement dans son capital humain.

2. D'après les résultats provisoires du recensement de 2010, la population s'élève à 312 000 personnes, dont 158 000 du sexe masculin et 155 000 du sexe féminin. Le nombre total des ménages est de 79 272, leur taille moyenne étant de 3,9. Sur la population totale, 50 % sont des métis, 21 % des créoles, 10 % des Mayas, 4,6 % des Garinagus, et les 14,4 % restants incluent des Indiens d'Asie, des mennonites, des Libanais et des Taïwanais. En plus de la tendance à la baisse de la taille des ménages, une autre tendance démographique réside dans l'immigration continue de personnes qui arrivent généralement comme adultes célibataires ou avec une famille plus petite. En 2008, près de la moitié de la croissance démographique était le résultat de l'immigration, par rapport à un quart en 2006. La majeure partie de l'immigration s'est produite dans les districts de Belize et de Cayo et est visible dans le district de Stann Creek. En 2009, 60 % de ces immigrants provenaient du Guatemala et d'El Salvador, et 19 % du Mexique. On observe une augmentation notable de la proportion des ménages dirigés par des femmes, qui est passée de 27 % en 2002 à 30 % en 2009.

3. D'après le recensement de 2010, à la fois la population urbaine et la population rurale ont augmenté entre 2000 et 2010, de 23,7 % et de 36,7 % respectivement; mais la population rurale est plus nombreuse (171 000 personnes) que la population urbaine (138 000). Cette situation est peut-être le résultat de l'immigration.

4. L'économie et la situation sociale du Belize sont influencées par son contexte géopolitique. Le Belize est limitrophe du Mexique et du Guatemala, et fait partie du Système d'intégration de l'Amérique centrale. Il partage également avec les pays anglophones des Caraïbes un passé colonial britannique. Il est membre à la fois de la Communauté des Caraïbes et du Commonwealth. Comme ses voisins, le Belize est vulnérable aux catastrophes naturelles et aux changements climatiques. En plus des changements démographiques, y compris l'immigration, le Gouvernement fera face à des demandes sociales majeures en ce qui concerne une infrastructure physique et sociale adéquate, la santé, l'éducation, les médias et les services d'information et de communication en vue de répondre aux besoins d'une population qui subit des influences culturelles mondialisées et connaît une espérance de vie accrue.

5. La pauvreté constitue un obstacle majeur au bien-être social. Le taux de pauvreté monétaire est monté de 33 % en 1995 à 41,3 % en 2009 – ce qui indique que le Belize n'est pas en train d'atteindre la cible de 16,8 % en 2015 (objectif 1 des objectifs du Millénaire pour le développement). Les districts septentrionaux de Corozal et d'Orange Walk bénéficient désormais, à l'instar des districts méridionaux de Toledo et de Stann Creek, de l'attention accrue que le Gouvernement consacre à la réduction de la pauvreté. Ce changement est lié à la vulnérabilité de l'agriculture d'exportation aux fluctuations des prix extérieurs, qui s'ajoute aux effets négatifs de la crise économique mondiale sur la demande et aux conséquences des catastrophes naturelles.

6. Pour aggraver encore le problème, le taux d'indigence est passé de 10,8 % en 2002 à 15,8 % en 2009; le Belize n'est pas en train d'atteindre la cible de 6,7 % d'ici à 2015. Avec un coefficient de Gini en matière d'inégalité de revenu de 0,42 en 2009, le Belize accuse une inégalité marquée dans les domaines de la santé, de

l'éducation et de la protection sociale. Cette situation complexe exige des efforts qui visent à éliminer, de manière intégrée, quatre types d'inégalités qui affectent les enfants. Ils seront abordés, de manière continue, tout au long du cycle de vie de l'enfant :

a) Les inégalités économiques qui confèrent un pouvoir et une influence croissantes aux personnes ayant des revenus plus élevés et excluent les personnes ayant moins de biens et de possibilités;

b) Les inégalités spatiales qui reflètent les structures et les modèles de croissance économique et marginalisent des groupes vivant dans des zones plus difficiles à atteindre;

c) Les inégalités culturelles, y compris la discrimination fondée sur le sexe et d'autres formes de discrimination et d'évaluation qui traitent des groupes exclus comme inférieurs, perpétuant ainsi l'exclusion sociale;

d) Les inégalités sociales qui reflètent la concentration du pouvoir et de l'influence économique au sein d'un groupe limité et l'absence d'influence et de participation adéquate des groupes exclus et de leurs communautés sur les décisions qui affectent leur vie.

7. Dans le domaine de l'éducation (objectif 2 des objectifs du Millénaire pour le développement), des problèmes demeurent en ce qui concerne à la fois la couverture et la qualité de l'éducation à tous les niveaux du système, y compris une stimulation précoce insuffisante, la malnutrition et le faible niveau des compétences parentales aux premiers stades du développement de l'enfant. Bien que le nombre des établissements préscolaires ait augmenté dans certains districts, de grandes lacunes persistent. Alors que le pourcentage des élèves du primaire atteignant la dernière année de scolarité est passé de 87,2 % en 2002 à 91,9 % en 2009, le taux net de fréquentation de l'enseignement primaire est tombé de 90,3 % en 1992 à 83,7 % en 2009. Le taux de redoublement demeure très élevé, notamment en première année (14 %), ce qui contribue à l'abandon précoce des études et une faible estime de soi. Quelque 43 % des enfants de 13 à 16 ans qui fréquentent l'école à Stann Creek et 38 % de ceux qui le font à Toledo se trouvent toujours à l'école primaire plutôt qu'à l'école secondaire, qui correspondrait à leur âge.

8. Plusieurs goulots d'étranglement gênent la scolarisation et la fourniture d'une éducation de qualité pour tous, tels que les coûts directs et indirects pour les familles. Alors que l'enseignement public est gratuit conformément à la législation, on accorde une attention insuffisante à la diversité socioculturelle et aux besoins des enfants handicapés et des adolescentes enceintes. La mauvaise planification et la capacité limitée de surveillance empêchent la réalisation de l'objectif consistant à scolariser tous les enfants. Le rapport filles/garçons dans l'enseignement primaire (objectif 3 des objectifs du Millénaire pour le développement) est passé de 0,94 en 1995 à 1,01 en 2009, et les filles sont plus nombreuses que les garçons à fréquenter l'enseignement secondaire et à faire des études supérieures.

9. Une enquête sur la situation en ce qui concerne l'eau, l'assainissement et l'hygiène dans les écoles, conduite en 2009, montre que les conditions sont toujours mauvaises. Dans quelque 22 % des écoles, l'approvisionnement en eau est incertain. Jusqu'à 70 % des écoles du pays ne répondent pas aux normes internationales concernant le nombre des installations de toilettes.

10. S'agissant de la santé des enfants (objectif 4), le Belize maintient un taux élevé d'immunisation – 96,6 % en 2009. Il a progressé dans la réduction du taux de mortalité des enfants, qui est tombé de 44 à 17 décès pour 1 000 naissances vivantes entre 1990 et 2010. L'objectif fixé est de 8 décès pour 1 000 naissances vivantes d'ici à 2015. Le taux de mortalité infantile a baissé sensiblement, tombant de 35,3 à 14,2 pour 1 000 naissances vivantes entre 1990 et 2010. La santé maternelle s'est également améliorée entre 1993 et 2010. Le taux de mortalité maternelle est tombé d'un taux élevé de 154,8 décès en 1993 à 55,3 décès pour 100 000 naissances vivantes. Le VIH/sida pose également un problème de santé. Le Belize accuse le taux de prévalence VIH le plus élevé (2,1 %) de tous les pays de l'Amérique centrale.

11. S'agissant de la protection de l'enfance, le Belize se heurte à une série de problèmes. Le trafic des drogues, la criminalité et la violence constituent des menaces communes au développement. Le phénomène tient à de multiples facteurs, entre autres la circulation croissante d'armes légères et de munitions en Amérique centrale et dans les Caraïbes, un trafic des drogues insidieux et la violence provoquée par les inégalités spatiales, sociales et économiques.

12. La Convention relative aux droits de l'enfant et la Convention sur l'élimination de toutes les formes de discrimination à l'égard des femmes représentent des cadres importants pour un développement axé sur les droits fondamentaux. Depuis la ratification de ces conventions, le Gouvernement du Belize a adopté une série de décisions et réformes législatives et politiques destinées à aligner la législation nationale sur les normes internationales. La loi sur l'éducation de 2010 et le règlement des Agences de services sociaux interdisent les châtiments corporels dans les écoles et prévoit des installations résidentielles pour enfants. Un nouveau programme de protection sociale est en cours d'exécution pour garantir le droit des enfants à la protection sociale, à la santé et à l'éducation. Les normes et les principes de la Convention relative aux droits de l'enfant ont été promulgués par le biais de la loi sur les familles et les enfants de 2000, et on a élaboré un plan national d'action qui prévoit la création d'un comité national pour les familles et les enfants, entre autres.

13. Malgré ces réalisations importantes, certaines lacunes subsistent en matière de protection, notamment en ce qui concerne l'incorporation plus complète des dispositions de la Convention relative aux droits de l'enfant dans toutes les lois nationales. Le Code pénal et la loi relative à la juridiction sommaire doivent également être alignés sur les normes internationales. Plusieurs autres domaines exigent une attention continue : il s'agit de préciser la définition juridique de l'enfant, de prendre en considération la capacité de l'enfant en pleine évolution, de faire respecter les droits des enfants migrants et d'éliminer de la législation les pratiques discriminatoires à l'égard des filles. On a établi des plans d'amélioration des conditions qui déterminent le bien-être social des enfants handicapés à la suite de la récente ratification de la Convention sur les droits des personnes handicapées. L'UNICEF a conduit une analyse concrète de la situation des enfants handicapés en 2011, ouvrant la voie à l'élaboration de politiques et de programmes sous la direction engagée de l'Envoyée spéciale pour les femmes et les enfants.

14. Bien que la Constitution du Belize garantisse à toutes les personnes l'absence de discrimination, des cas de discrimination existent toujours en ce qui concerne le sexe et l'ethnicité. Ils se répercutent sur les attitudes des enfants en matière

d'exclusion de la société et d'absence de possibilités. Les obstacles structurels et culturels ont pour effet de réduire le niveau de la participation des femmes aux postes politiques de haut niveau. Dans les villages garifunas et créoles, les femmes jouent généralement un rôle plus grand dans la vie des communautés que dans les villages mayas. S'agissant de la participation à la vie culturelle, le Conseil des Garifunas gère un programme qui apprend aux enfants et aux adolescents l'histoire, la langue et les aspirations du peuple garifuna. Une renaissance analogue de la culture maya a également eu lieu grâce au travail intense de l'Alliance des dirigeants mayas de Toledo.

Principaux résultats obtenus et enseignements tirés de la coopération réalisée pendant la période 2002-2006

Principaux résultats obtenus

15. En partenariat avec le Gouvernement, l'UNICEF a créé une base de données solide qui permet de suivre l'évolution de la pauvreté des enfants et d'influencer les politiques nationales en faveur des plus désavantagés. Cela a facilité une plus grande disponibilité de données sur les enfants et les femmes aux niveaux national et infranational. Elle a encore été accrue grâce au soutien apporté à l'exécution d'une enquête en grappes à indicateurs multiples et à la diffusion de ses résultats aux fins de la prise de décisions, et grâce à GenderInfo, NPAINfo, BelizeInfo. Ces données ont permis de suivre les progrès accomplis vers la réalisation des objectifs du Millénaire pour le développement dans les domaines de la nutrition et de l'eau, de l'assainissement et de l'hygiène, ainsi que pour les objectifs concernant les enfants handicapés et les adolescentes. Le Gouvernement a adopté des normes nationales concrètes pour l'eau, l'assainissement et l'hygiène dans les écoles, la santé maternelle et infantile et une éducation inclusive et de qualité, y compris l'introduction d'une éducation bilingue interculturelle.

16. Le taux de l'allaitement maternel exclusif (0-6 mois) est passé de 10 % à 18 % entre 2006 et 2011, en grande partie grâce à la certification des hôpitaux et des dispensaires comme amis des bébés. Dans ces environnements sûrs et accueillants, on encourage des pratiques appropriées pour l'alimentation du jeune enfant. En outre, la transmission du VIH de la mère à l'enfant a été réduite de 19 en 2007 à 3,2 % en 2012, en grande partie grâce à l'amélioration des protocoles et pratiques thérapeutiques, l'accent étant mis sur la création de capacités, le suivi et l'évaluation.

17. En réponse aux observations finales formulées par le Comité des droits de l'enfant en 2006 et à l'étude du Secrétaire général de l'ONU sur la violence contre les enfants, le châtiment corporel dans les écoles et institutions apparentées a été aboli par une loi adoptée en 2011.

18. Travaillant en partenariat avec le Gouvernement du Belize, l'UNICEF a aidé à accroître de 10 % le taux d'enregistrement des naissances dans le Belize méridional, et on s'emploie à éliminer les goulots d'étranglement systémiques qui empêchent l'accès à l'enregistrement des naissances parmi les populations les plus exclues.

Enseignements tirés

19. Les moyennes nationales dissimulent de graves disparités. L'expérience a montré que l'amélioration continue des systèmes d'information, le renforcement de la collecte de données et leur ventilation les révèlent et aident à les réduire. L'utilisation de données ventilées et le développement de la capacité institutionnelle et de réseaux, par le biais des universités locales, encouragent des pratiques de gouvernance intégrées et collaboratives, ce qui donne de meilleurs résultats pour les ayants droit. Le University of the West Indies Open Campus et l'Université du Belize font partie de ces institutions. L'examen à mi-parcours du programme de pays de 2010 a donné l'occasion d'incorporer une démarche axée sur le cycle de vie dans l'ensemble du programme de pays en limitant à trois le nombre des éléments du programme de base, en intégrant davantage les programmes et en y incluant une optique infranationale destinée à cibler directement les enfants les plus défavorisés à Toledo et à South Side Belize City. Ce système a permis d'améliorer l'allocation et l'utilisation des ressources ainsi que les résultats des programmes et sert de base pour le nouveau programme de pays pour la période 2013-2016.

20. En combinant des politiques axées sur l'équité avec le soutien concret apporté à la création de capacités institutionnelles au niveau infranational, on améliore les résultats pour les garçons et les filles les plus désavantagés. Cela a été démontré, entre autres, par les efforts destinés à accroître l'enregistrement des naissances dans le Belize méridional.

Programme de pays, 2013-2016

Tableau budgétaire récapitulatif

Programme	(En milliers de dollars des États-Unis)		Total
	Ressources ordinaires	Autres ressources	
Services sociaux de qualité et équitables	1 000	2 000	3 000
Surveillance des droits de l'enfant	1 500	1 250	2 750
Dépenses intersectorielles	500	250	750
Total	3 000	3 500	6 500

Processus d'élaboration

21. Le projet de descriptif de programme de pays a été élaboré par un processus participatif. Les deux ateliers sur le bilan commun de pays ont donné aux partenaires l'occasion de passer en revue les domaines mandatés par l'UNICEF et les inégalités concernant les enfants. On a organisé deux ateliers de priorisation du plan-cadre du Nations Unies pour l'aide au développement pour garantir que le plan-cadre, le bilan commun de pays et le projet descriptif de programme répondent aux priorités nationales et encouragent la prise en charge par le pays. L'analyse de la situation et l'examen annuel conduits par l'UNICEF ont permis de concentrer l'attention sur les besoins et les mesures infranationaux concernant les garçons et les

filles. Des discussions avec des garçons et des filles de l'ensemble du pays qui ont participé activement à l'élaboration des politiques relatives aux jeunes ont apporté une contribution importante à la priorisation.

Éléments de programme, résultats escomptés et stratégies

22. Le programme de pays 2013-2016 a pour objet global de contribuer à la réalisation des droits des garçons et des filles en mettant l'accent sur la réduction des disparités et des inégalités. À cette fin, on soutiendra les efforts en faveur de la réalisation d'un niveau de vie équitable pour la population, conformément instruments internationaux relatifs aux droits de l'homme et aux droits de l'enfant et aux dispositions du plan national de développement, Horizon 2030. Le programme de pays mettra l'accent, en particulier, sur le renforcement de la capacité nationale et infranationale à éliminer les goulots d'étranglement et les obstacles qui empêchent systématiquement la réalisation des droits des enfants les plus vulnérables, exclus et défavorisés. Il contribuera à améliorer la situation de tous les enfants et adolescents, une attention particulière étant accordée au Belize du Sud (districts de Toledo et de Stann Creek) et à South Side Belize City.

23. Le programme de coopération appuiera la réalisation des résultats clefs suivants d'ici à 2016 : a) les garçons et les filles des communautés exclues et défavorisées ciblées bénéficient de la mise en œuvre de politiques nationales et infranationales efficaces et inclusives et de programmes intégrés pour la protection de l'enfance, le développement du jeune enfant et l'éducation; et b) les garçons et les filles bénéficient de la mise en place d'un cadre législatif plus solide qui répond aux normes internationales, et d'un système de surveillance des droits de l'enfant qui inclut des budgets sociaux et l'évaluation des dépenses sociales au niveau national et infranational. Ces résultats permettront au pays de répondre plus facilement aux observations du Comité des droits de l'enfant et du Comité pour l'élimination de la discrimination à l'égard des femmes. Les recommandations incluent la promotion de l'égalité des sexes en tant que partie intégrante du développement national, le renforcement de la capacité institutionnelle, l'enregistrement des naissances, une budgétisation amie des enfants, la mise en place de mécanismes de surveillance et l'évaluation et l'application de la législation sur la protection de l'enfance. La principale stratégie du programme ciblera la création de capacités institutionnelles, notamment en ce qui concerne le développement du jeune enfant, l'éducation et les services de nutrition. En outre, le programme soutiendra l'évaluation des politiques et la mise en œuvre d'un cadre réglementaire axé sur l'équité et l'égalité des sexes. Des stratégies de sensibilisation ciblées tireront parti de connaissances basées sur des données probantes obtenues grâce à des études, des enquêtes et le suivi et l'évaluation réguliers de la situation des enfants. On encouragera des politiques susceptibles de promouvoir l'équité, y compris dans les quatre principaux domaines décrits au paragraphe 6. Le programme de pays contribuera aux initiatives multinationales lancées dans les Caraïbes en matière d'éducation, de protection de l'enfance et de collecte et de gestion des données, et en bénéficiera.

Éléments de programme

Services sociaux de qualité et équitables

24. Cet élément adopte une approche axée sur le cycle de vie, une optique soucieuse de l'égalité des sexes et une démarche basée sur les droits qui mettent l'accent sur le développement des capacités du Gouvernement, des partenaires institutionnels et des autres partenaires et sur les services de qualité qui accordent la préférence aux garçons et aux filles âgés de 0 à 18 ans les plus exclus, en ciblant les communautés les plus défavorisées. Il vise à garantir que les garçons et les filles les plus exclus bénéficient de politiques et de programmes intégrés incluant une perspective sexospécifique en matière de protection de l'enfance, de développement du jeune enfant et d'éducation. Dans le cadre de cet élément, l'UNICEF soutiendra les Ministères de l'éducation, de la santé, du développement humain et de la transformation sociale, les centres d'apprentissage Tumulk (organisation non gouvernementale maya) et le Congrès des enseignants mayas en identifiant et en éliminant les inégalités, en créant des capacités et des connaissances aux fins de la pleine application des programmes de développement du jeune enfant et des politiques et services d'éducation.

25. On développera la capacité institutionnelle par le biais des bureaux d'éducation de district en vue de renforcer les établissements d'enseignement, allant des établissements préscolaires aux écoles secondaires, en améliorant les pratiques de préparation à l'école et facilitant l'accès à un apprentissage de qualité grâce à l'établissement d'un réseau d'écoles amies des enfants qui observent les normes. On appuiera la création de capacités aux fins de l'élargissement de la couverture (en mettant l'accent sur Toledo, Stann Creek et Belize City) d'un ensemble de pratiques de soins et de nutrition. Au niveau national, on renforcera la capacité des institutions à élaborer, gérer et évaluer des politiques et des programmes axés sur une éducation de qualité et à créer un patrimoine de protection (des compétences qui favorisent le bien-être des enfants et facilitent leur protection et la réduction des vulnérabilités).

Cet élément de programmes repose également sur la reconnaissance du fait qu'un système de protection solide de l'enfance axé sur les droits de l'homme facilitera le développement tout au long du cycle de vie et dans tous les milieux où vivent et croissent les enfants et les jeunes. On s'attaquera aux goulots d'étranglement systémiques et on soutiendra le renforcement des institutions et des services de qualité aux fins de la mise en place d'un système de protection équitable et sûr, en ciblant les milieux urbains où le système de justice juvénile est faible et où la violence est très répandue. Ces goulots incluent l'insuffisance des compétences en matière de protection de l'enfance, l'application insuffisante des politiques et des lois et l'ignorance du public quant à la disponibilité des services. S'agissant de la surveillance des droits de l'enfant et de sa protection, le programme organisera des programmes de sensibilisation, développera les capacités et influencera les normes sociales aux fins de l'adoption d'une démarche intégrale axée sur la prévention et accompagnée de politiques qui offrent aux jeunes délinquants une attention et une réadaptation rapides.

26. Dans les zones rurales, on développera la capacité institutionnelle (par exemple, grâce à une meilleure utilisation des connaissances et des données par les décideurs et au renforcement des compétences) en vue d'identifier et d'effectuer des changements dans les politiques, programmes et pratiques de manière à a) éliminer

le travail des enfants et assurer l'exercice du droit à l'éducation et aux loisirs par les migrants et les enfants handicapés; et b) promouvoir la cohésion sociale dans les petites communautés ethniquement diverses.

27. On accordera la priorité au développement des enfants et des adolescents grâce à la sensibilisation et la responsabilisation ainsi qu'au renforcement des compétences et des capacités des institutions publiques en ce qui concerne la fourniture de services de qualité en matière de protection de l'enfance, de développement du jeune enfant et d'éducation. Cet élément de programme encouragera la stimulation cognitive précoce et donnera des orientations destinées à améliorer la préparation à l'éducation des jeunes enfants et à soutenir l'éducation des parents. On encouragera également les initiatives destinées à créer des villes et des espaces amis des enfants qui tiennent compte des droits culturels et la réintégration des communautés grâce à l'utilisation des technologies de l'information et de la communication, des sports, des arts et de la culture.

28. Pour obtenir des résultats durables, on s'emploiera à créer et à renforcer des partenariats infranationaux en travaillant avec les autorités locales. Dans le cadre de cette démarche, on maintiendra une coordination étroite avec les entités des Nations Unies ainsi qu'avec les partenaires de la société civile dans les domaines de la santé, y compris les activités de sensibilisation reposant sur des données probantes en vue de réduire l'incidence de l'épidémie du sida. Au besoin, on demandera une assistance de la part des centres d'excellence de l'Amérique latine et des Caraïbes en matière d'assistance technique et de création de capacités. En période de crise, les secteurs urbains et ruraux les plus vulnérables bénéficieront d'un soutien en vue maintenir des activités de qualité en matière de protection de l'enfance, d'eau, de nutrition et d'éducation. On intégrera également des pratiques de sûreté et des mesures préventives dans le domaine de la préparation aux catastrophes, de la réduction du risque et de l'action consécutive aux catastrophes.

29. L'application de stratégies de communication pour le développement destinées à encourager des modifications durables des comportements accompagnera tous les programmes, en particulier pour protéger les droits de l'homme et assurer l'équité, y compris l'égalité entre les sexes, et pour garantir l'adoption de pratiques préventives par les ayants droit et les créanciers de l'obligation.

Surveillance des droits de l'enfant

30. La surveillance des droits de l'enfant constitue une mission fondamentale de l'UNICEF. Cet élément de programmes mettra l'accent sur le contrôle de la qualité et le suivi des progrès, les goulots d'étranglement, les obstacles et les pratiques positives conformément à la Convention relative aux droits de l'enfant et à la Convention pour l'élimination de toutes les formes de discrimination à l'égard des femmes en vue d'orienter l'action, la sensibilisation et l'élaboration et l'exécution des politiques. Il soutient la création de capacités en matière de suivi et d'évaluation chez les mécanismes indépendants du pays, les institutions nationales et les organisations du secteur social. Par exemple, on créera un réseau de fonctionnaires chargés du suivi et de l'évaluation et de planificateurs nationaux pour garantir que les politiques sont basées sur des données probantes, pour évaluer les investissements en faveur des enfants et pour guider les politiques. Le programme inclura la surveillance des garçons et des filles et de leurs droits. Il ciblera des

politiques basées sur des données probantes dans les domaines du jeune enfant, de l'éducation et du développement des adolescents et des jeunes. Il mettra l'accent sur l'élaboration, en temps utile, des rapports à soumettre par l'État aux organismes de défense des droits de l'homme (Comité des droits de l'enfant et Comité pour l'élimination de la discrimination à l'égard des femmes) et la suite à donner à leurs recommandations. Il encouragera également la collecte régulière, la diffusion et l'analyse de données ventilées, y compris des statistiques de qualité (par exemple, grâce à des enquêtes en grappes à indicateurs multiples et DevInfo). Cela appuiera l'élaboration de politiques basées sur des données probantes; le contrôle et l'exécution des budgets sociaux; et l'examen des plans nationaux de développement et de la législation dans l'optique de leur incidence sur les enfants.

31. L'UNICEF s'emploiera à renforcer la capacité nationale en matière de suivi et d'évaluation, notamment en collaboration avec des partenaires des Caraïbes. Ce processus portera sur quatre principaux domaines : a) assurer la disponibilité de statistiques ventilées de qualité et comparables sur le plan international sur les enfants, les adolescents et les femmes; b) assurer l'existence d'une capacité en matière d'analyse et d'évaluation des programmes et politiques nationaux concernant les enfants, les adolescents et les femmes, y compris l'analyse des budgets sociaux; c) assurer la surveillance systématique de la situation des enfants, des adolescents et des femmes et l'élaboration des rapports y relatifs, en utilisant tous les types de sources; et d) veiller à ce que les activités de suivi et d'évaluation au Belize soient liées sur le plan sous-régional à la Communauté des Caraïbes et au Centre de savoir des Caraïbes sur les enfants à créer en 2012-2013. Cet élément de programmes soutiendra également le développement du University of Belize Policy Observatory en vue de faciliter la recherche et l'analyse des données dans une optique sexospécifique, ainsi que la surveillance des droits de l'enfant et des budgets sociaux

Élément intersectoriel

32. L'élément intersectoriel couvrira les dépenses renouvelables pour des activités non attribuables directement à un programme, telles que voyages, équipements et salaires du personnel chargé de fonctions transversales, y compris la communication pour le développement et la sensibilisation.

Relations avec les priorités nationales et le plan-cadre des Nations Unies pour l'aide au développement

33. Le plan-cadre des Nations Unies pour l'aide au développement a été élaboré sur la base du plan de développement national à long terme, Horizon 2030. Le projet de descriptif de programme a été élaboré sous la direction des trois ministères partenaires du développement humain et social et de la transformation, de la santé et de l'éducation pour garantir que les priorités nationales servent de cadre. Il est basé sur les priorités du plan-cadre, à savoir a) faire progresser les droits de l'homme et l'équité; b) promouvoir le bien-être économique et social, la sécurité des citoyens et la justice; c) intégrer la gestion de l'environnement et des ressources naturelles, la réduction du risque des catastrophes naturelles et les changements climatiques dans les politiques des pouvoirs publics et les processus de développement; et

d) renforcer la gouvernance démocratique, la création de capacités, l'efficacité et la réactivité. Toutes les priorités du plan-cadre soutiendront l'amélioration de l'environnement dans lequel vivent les garçons et les filles (les conditions qui déterminent leur bien-être) en réduisant les risques qui empêchent la réalisation des droits de l'enfant). Le renforcement des liens intersectoriels à travers les districts pour chacune de ces priorités exercera une forte influence sur le bien-être des personnes et l'équité au Belize.

Relations avec les priorités internationales

34. Les objectifs du Millénaire pour le développement constituent le cadre international supérieur du projet de descriptif du programme de pays. Le dernier tableau des résultats du Belize concernant ces objectifs a révélé une série de lacunes dans les services de base (eau et assainissement, nutrition, éducation) et un niveau élevé de pauvreté qui exige une attention urgente. Comme la pauvreté représente le principal obstacle à la réalisation des droits et du bien-être, le projet de descriptif de programme 2013-2016 soutiendra les efforts nationaux en faveur de son élimination. Le Plan stratégique à moyen terme de l'UNICEF 2006-2013, et les Principaux engagements pour les enfants dans l'action humanitaire, continuent à créer les cadres pertinents pour orienter les efforts nationaux dans les domaines fondamentaux du développement du jeune enfant, de l'éducation, de la protection, de la préparation aux catastrophes, de la réduction du risque et de l'action face aux crises. Pris ensemble, ces cadres contiennent une série d'indicateurs et d'objectifs relatifs à la réalisation de l'égalité des sexes et des droits de l'homme à travers les domaines du programme, orientent les progrès et alignent les efforts nationaux sur ceux des pays voisins de l'Amérique centrale et des Caraïbes. Cet alignement ouvre la voie à la coopération Sud-Sud et à la création de partenariats en faveur des enfants. On tiendra compte des recommandations en suspens du Comité des droits de l'enfant et du Comité pour l'élimination de la discrimination à l'égard des femmes en utilisant une série de stratégies pour créer des capacités et éliminer les goulots d'étranglement au développement de politiques sociales axées sur les droits, et pour renforcer le cadre législatif de la protection de l'enfance. L'étude de l'UNICEF de 2010 intitulée « Réduire les écarts pour atteindre les objectifs » présente de bonnes raisons pour insister sur la nécessité d'une démarche axée sur l'équité pour surmonter les retards dans les progrès vers la réalisation des objectifs du Millénaire pour le développement. Les efforts en matière de changements climatiques méritent une attention prioritaire. L'UNICEF suppléera au rôle de chef de file du Programme du Nations Unies pour le développement, par exemple en responsabilisant des jeunes en tant qu'agents du changement.

Principaux partenariats

35. L'UNICEF continuera à jouer un rôle clef dans la mise en place d'un réseau de partenariats stratégiques et dignes de confiance pour le développement des enfants et des femmes au Belize. Le University of the West Indies Open Campus collaborera avec l'UNICEF en créant des capacités chez les partenaires en ce qui concerne les aspects opérationnels de la gestion des programmes et des finances publiques et en donnant des orientations concernant des programmes relatifs aux droits de l'homme au niveau institutionnel. On renforcera les arrangements de partenariats avec

l'Université du Belize en matière de surveillance des droits de l'enfant grâce à un observatoire sur les politiques des pouvoirs publics (avec des liens avec un Centre de savoir des Caraïbes pour les enfants). L'observatoire constituera une ressource importante pour le Gouvernement du Belize pour l'élaboration de politiques sociales qui garantissent que les enfants, les femmes et les familles pauvres ne sont pas marginalisés dans l'allocation des dépenses publiques. Conformément à la Convention relative aux droits de l'enfant, l'UNICEF collaborera étroitement avec des organisations non gouvernementales et le Gouvernement pour identifier les principaux secteurs de l'allocation budgétaire et les priorités dans l'exécution des politiques. Le programme continuera à renforcer les relations de collaboration avec les autres membres de l'équipe de pays du Nations Unies et les autres donateurs internationaux.

Suivi, évaluation et de gestion du programme

36. Un plan quadriennal de suivi et d'évaluation définira le soutien à apporter aux systèmes nationaux et régionaux de suivi et aux études et activités d'évaluation. Avec le soutien du spécialiste du programme, le Représentant sera chargé de la coordination globale du programme de pays. Les progrès seront suivis grâce à des examens annuels communs conduits avec les homologues et les partenaires sur la base de plans de travail pluriannuels. L'examen à mi-parcours du programme aura lieu en 2014, en parallèle avec l'examen à mi-parcours du plan-cadre, et prendra en considération le nouveau plan stratégique à moyen terme de l'UNICEF 2014-2017. Les données des enquêtes en grappes à indicateurs multiples achevées en 2011 constitueront les données de base ventilées par sexe, par district et par zone rurale ou urbaine. Certains indicateurs clefs à surveiller incluent la mortalité des moins de 5 ans, la proportion d'enfants souffrant d'insuffisance pondérale, le taux de mortalité maternelle, l'accès à l'eau et à l'assainissement adéquats, l'immunisation des nourrissons (DTC), le taux d'enregistrement des naissances, la moyenne des années de scolarisation, la proportion d'enfants atteignant la cinquième année de l'enseignement primaire, le taux d'alphabétisation des hommes et des femmes et la prévalence du VIH. UNICEF Belize conduira une autre enquête en grappes à indicateurs multiples en 2015, qui servira à suivre les progrès accomplis à la fin de 2016. Entre 2013 et 2015, le personnel de l'UNICEF et ses homologues effectueront des visites sur le terrain aux fins d'un suivi quantitatif des progrès accomplis par le programme et pour militer en faveur du changement social dans le cadre de l'ensemble du plan de suivi et d'évaluation. Pour contrôler l'utilisation des ressources investies dans le programme de pays, l'UNICEF conduira, au besoin, de petites enquêtes pour identifier les lacunes et évaluer les progrès.